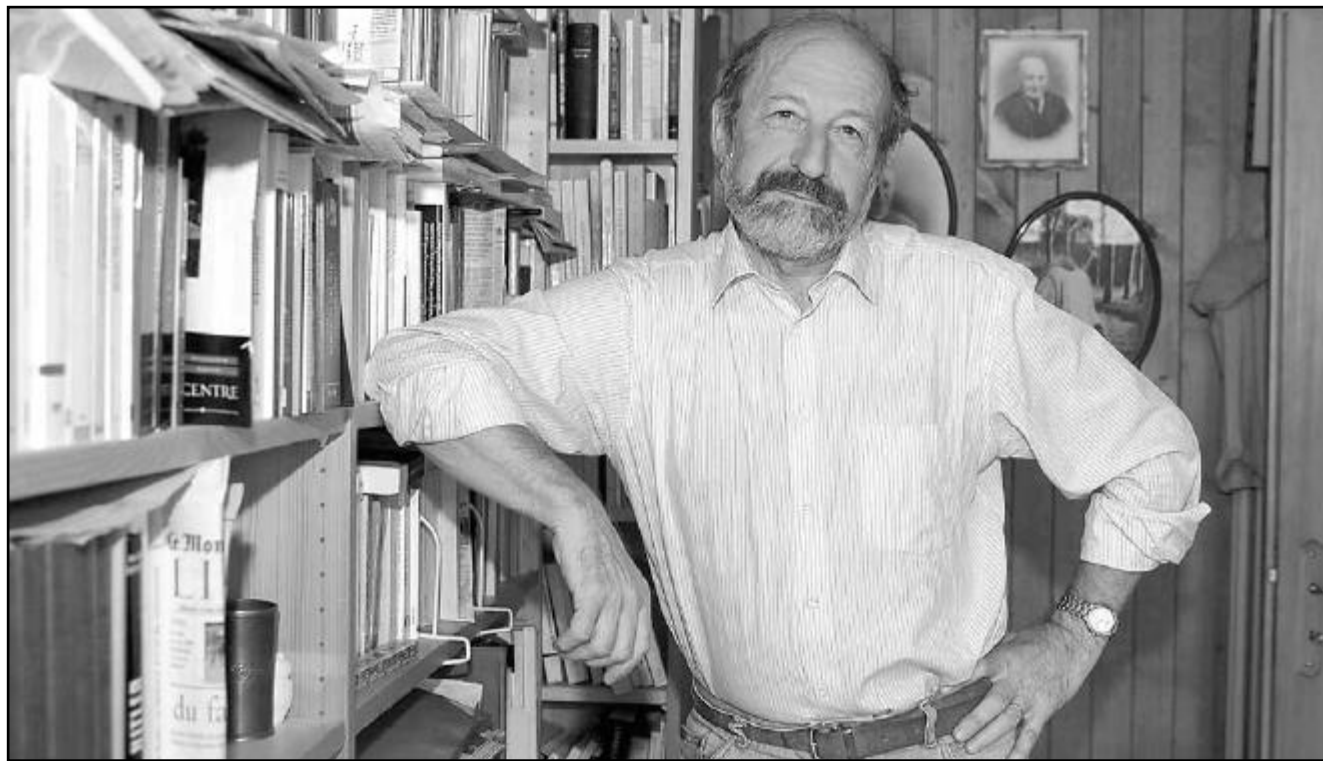


# «Je ne me reconnais plus dans la Suisse actuelle»

PAUL GROSSRIEDER • Dans un ouvrage rédigé avec Béatrice Perrin, l'ancien directeur du CICR remet en question les valeurs qui font notre pays.



Paul Grossrieder, à propos des minarets: «On perd de vue ce qui a été le secret de la constitution même de la Suisse: l'ouverture aux autres.» MÉLANIE ROULLIER/ARCHIVES

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY JACOLET

L'ouvrage tombe à pic, quelques jours après le choc du vote sur les minarets qui a accentué la crise identitaire que traverse la Suisse depuis plusieurs années. «En attendant le paradis. Dialogues autour du génie helvétique» remet en question les valeurs d'humanité, de neutralité ou d'ouverture qui ont longtemps fait la réputation du pays.

Fruit de trois ans d'entretien entre la journaliste suisse Brigitte Perrin et le Gruérien Paul Grossrieder, ancien directeur du CICR (1998-2002), le livre touche aux sujets qui fâchent (secret bancaire, image du pays, avenir des jeunes, environnement...), avec une dimension spirituelle et philosophique en toile de fond.

Trente ans séparent les deux auteurs. Leurs points de vue aussi. De quoi rythmer un dialogue qui se lit d'une traite. Une façon aussi pour Paul Grossrieder, de livrer à 65 ans ses réflexions sur son expérience vécue au sein du CICR.

Quel message vouliez-vous livrer à travers cet ouvrage?

**Paul Grossrieder:** Mes expériences professionnelles ont toujours été liées à l'être humain et à la défense de sa dignité. De ce point de vue là, la Suisse est une forme de laboratoire. La «suisstitude», l'identité

suisse, est un exercice historique qui a consisté à mettre ensemble des langues, des religions et des peuples différents. Au fond, notre pays a fait avant la lettre ce que l'on est appelé à faire aujourd'hui avec la mondialisation. C'est-à-dire apprendre à vivre ensemble tout en étant différent.

Vous vous reconnaissez encore dans la Suisse d'aujourd'hui, celle qui se fait malmener sur le plan international, celle qui se replie sur ses frontières, celle qui vote contre les minarets?

Non. On pourrait réclamer davantage de clarté de la part des autorités dans la conduite des affaires internationales. Par ailleurs, un rapport de l'OCDE cite des chiffres qui démontrent que les richesses de la Suisse sont basées sur l'immigration. Mais parallèlement, on durcit les lois sur l'immigration. J'ai l'impression qu'avec le vote sur les minarets, on a peut-être fait quelque chose à laquelle on n'a pas vraiment réfléchi. Je crois qu'on perd de vue ce qui a été le secret de la constitution même de la Suisse: l'ouverture aux autres. Mais je garde encore espoir dans le bon sens que j'identifie à du réalisme chez les Suisses.

Il y a un chapitre intitulé «Honte d'être suisse» dans le livre. C'est ce que vous ressentez actuellement? Oui. Je vois les Suisses avec

leurs atouts: ils font preuve d'un certain conservatisme avec un esprit critique. Or, ce dernier perd de sa vigueur et on se laisse embarquer dans des montages idéologiques qu'il faudrait discuter rationnellement. Je suis déçu d'observer cette évolution parce que la Suisse vit bel et bien avec une philosophie politique totalement différente de cela. On accepte des compromis, des partages de compétences entre cantons et Confédération. C'est un esprit d'échanges, de négociations qui domine.

Vous estimez que c'est aussi aux jeunes de défendre les valeurs helvétiques...

Quand je parle en conférence à des collégiens ou à des universitaires, je constate leur intérêt pour le politique. On doit tâcher de les motiver pour qu'ils s'intéressent à ces réalités. Dans notre système d'éducation, toute cette sensibilisation au civisme n'est pas suffisamment mise en avant. On devrait plus se préoccuper de l'éducation au sens de formation de la personnalité.

Etes-vous inquiets pour les générations à venir?

Oui. J'ai l'impression que les jeunes qui entrent dans la vie active ont beaucoup plus de mal que nous en avions à l'époque. Mais je suis parfois surpris de voir les difficultés

de certains jeunes à accepter une certaine mobilité. D'un côté, ils subissent, mais de l'autre, l'esprit d'initiative manque un peu. Il leur faut la volonté de se battre. Ils arrivent dans le monde du travail en sortant d'un cocon.

Tout au long du livre, on sent en vous l'idéaliste, l'humaniste optimiste. Des ordres aux missions du CICR, avez-vous toujours gardé foi en l'homme?

Si on n'y croit pas on perd la motivation. Je crois en l'homme, plus qu'en Dieu. Ce qui est le moteur de mon action. Je pars de l'idée que nous appartenons à la même humanité et qu'il faut la faire vivre pacifiquement. On ne peut le faire qu'avec une certaine foi en l'homme.

Pourtant, vous avez vu des horreurs humaines avec le CICR...

Au Rwanda en plein génocide, je suis tombé sur une boucherie. Votre capacité d'entendement en prend un coup. Cela m'a renforcé dans ma foi car il faut éviter cela. Cette foi n'est pas une foi béate. Elle est devenue réaliste. Mais je ne me fais pas d'illusion. J'ai vu suffisamment de guerres et autres tragédies pour réaliser que la planète est loin d'être remplie d'anges. I

«En attendant le paradis. Dialogues autour du génie helvétique», Brigitte Perrin et Paul Grossrieder, Ed. Xenia.

OTAGES EN LIBYE

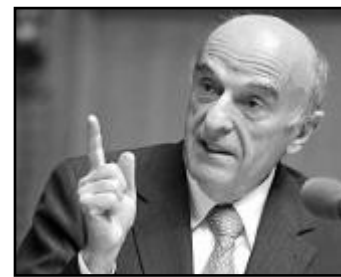
## Hans-Rudolf Merz voit une raison d'espérer

Le président de la Confédération Hans-Rudolf Merz s'est dit «attristé» hier par la condamnation des deux otages suisses en Libye, mais a estimé en même temps que ce retour à la pratique du droit donne des raisons d'espérer. Un autre procès attend les deux Suisses à la mi-décembre.

M. Merz s'est dit «surpris» et «attristé», à la télévision allemande SEF, par la condamnation des deux Suisses à 16 mois de prison pour violation des règles sur les visas, peine qui correspond au laps de temps passé par les deux hommes en Libye, retenus par les autorités.

Le chef du Département fédéral des finances (DFF) a qualifié ce verdict de «mauvaise décision». Mais il pourrait en même temps avoir un côté positif et constituer «un pas en avant», en marquant un retour à l'Etat de droit, a-t-il déclaré à la Radio suisse romande (RSR). Un retour à la pratique du droit «ouvre la possibilité de clore un dossier juridique avec des mesures juridiques», a-t-il précisé. Il a relevé que le pouvoir politique libyen est à même de «grâcier les deux Suisses».

Du côté des familles, l'incertitude règne. «Je suis dans l'expectative», a confié à l'ATS Bruno Hamdani, épouse d'un des deux otages.



Hans-Rudolf Merz, ou l'art de positiver. KEYSTONE

Les deux Suisses doivent reparaître devant la justice dans une deuxième affaire concernant «l'exercice d'activités économiques sans autorisation». Ce nouveau procès aura lieu à la mi-décembre, selon une source gouvernementale libyenne réclamant l'anonymat et citée par les agences AFP et Reuters.

Un troisième chef d'accusation, «fraude fiscale», leur a été également signifié début novembre, et pourrait faire l'objet d'un troisième procès.

L'ancien avocat français des infirmières bulgares Emmanuel Altit estime lui que «négocier en position de faiblesse ne sert à rien». La Suisse doit adopter «une stratégie globale qui doit la mener à changer le rapport de force avec Tripoli», a-t-il expliqué à l'ATS. Et pour ce faire, les familles des otages doivent devenir des acteurs de la crise, considère-t-il. ATS

ASSURANCE-MALADIE

## La permanence téléphonique passe à la trappe

Le paquet de mesures lancé par Pascal Couchepin pour freiner les coûts de l'assurance-maladie continue de perdre en vigueur. Par 100 voix contre 73, le Conseil national a enterré hier l'idée d'obliger les assureurs à instaurer une permanence médicale téléphonique disponible gratuitement 24 heures sur 24.

Une majorité hétéroclite rassemblant députés de gauche et de droite s'est ralliée au Conseil des Etats, qui avait biffé cette mesure. Tous les orateurs ont reconnu les vertus des permanences téléphoniques. Mais ils ont été nombreux à émettre des réserves quant aux avantages d'une extension forcée de l'offre actuelle.

Plus de cinq millions d'assurés disposent déjà d'un tel service, a rappelé le Bernois Pierre Triponez (plr). Obliger tous les

assureurs de le proposer coûterait davantage que les économies escomptées en évitant que les patients se rendent chez un médecin. A ses arguments économiques, la gauche a ajouté des doutes quant à la qualité des conseils donnés via téléphone.

Par 106 voix contre 70, la Chambre du peuple a également biffé la disposition, introduite par l'autre conseil, précisant que les diagnostics devaient figurer sous forme cryptée dans les factures. Certes, cette disposition permettrait aux assureurs de mieux contrôler l'économie des soins prodigués, mais il ne faut pas légiférer sur un point si sensible à la va-vite, a averti le ministre de la Santé Didier Burkhalter. Une opinion suivie à gauche, mais aussi par de nombreux bourgeois. ATS

EN BREF

### BUDGET 2010 Le Conseil national creuse un trou de 2,5 milliards

La Confédération devrait donner encore un coup de pouce aux chauffages écologiques à distance. Le Conseil national a décidé hier d'attribuer 25 millions pour leur promotion dans le budget 2010. Le Musée alpin devrait aussi bénéficier de quelques largesses. Après trois jours de débats, la Chambre du peuple a adopté le budget de la Confédération par 133 voix contre 52. Seule l'UDC, qui exigeait comme de coutume des coupes plus drastiques, s'y est opposée. Sur le papier, le déficit devrait atteindre 2,5 milliards de francs, avec 60,71 milliards de dépenses au compte ordinaire, a précisé le socialiste fribourgeois Christian Levrat au nom de la commission. ATS

AVIONS DE COMBAT

## Les nouveaux font tout autant de bruit

Les trois avions sur les rangs pour remplacer les Tiger sont tous plus bruyants que ces derniers. Tant le Rafale français que l'Eurofighter européen et le Gripen suédois figurent dans la même catégorie que le F/A-18, a indiqué hier armasuisse.

Les différences entre les trois avions sont relativement minimes et ne sont pas décelables par l'ouïe humaine, a expliqué Daniele Tamburini, chef adjoint des essais, devant la presse à Berne. Les mesures ont été effectuées en été et en automne 2008 par le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux (EMPA), mandaté par armasuisse, la centrale d'achats de l'armée.

Dans le détail, avec la post-combustion, le niveau de bruit maximal atteint 114 décibels (db) pour l'Eurofighter, 113 pour le Rafale et 112 pour le Gripen. A titre de comparaison, les valeurs sont de 113 pour le F/A-18 et 106 pour le F-5 Tiger.

A plein gaz, l'Eurofighter atteint 110 db, le Rafale 108 et le Gripen 105. Le F/A-18 se situe à 107 et le Tiger à 100. Il faut une différence d'au moins 3 db à une oreille humaine pour distinguer deux événements séparés dans le temps. Une différence de 10 db correspond à un doublement de l'intensité du bruit perçu. ATS



A plein gaz, le Rafale atteint 108 décibels.

KEYSTONE